



POUR DIFFUSION IMMEDIATE



Banque Mondiale

Contact à Bujumbura, Burundi

Madjior Solness Dingamadji
Représentant du Secrétariat du MDRP au
Burundi
Banque Mondiale, Bujumbura
Tel: 22 24 43 Ext 240
e-m: mdingamadji@worldbank.org

Contact à Washington, DC - USA

Natacha Meden
Secrétariat du MDRP – Région Afrique
Banque Mondiale, Washington
Tel: + 1 202 458 0644
e-m: nmeden@worldbank.org

Démarrage des opérations de démobilisation au Burundi

Bujumbura, 3 décembre 2004- Le Président de la République du Burundi, S.E. Domitien Ndayizeye, a lancé officiellement les opérations de démobilisation, le 2 décembre 2004, au centre de démobilisation de Muramvya. La cérémonie d'ouverture du Programme national burundais de démobilisation, réinsertion et réintégration a compté avec la participation de membres du Gouvernement de Transition, de parlementaires, d'officiers supérieurs des Forces Armées Burundaises (FAB) ainsi que de représentants des Partis et Mouvements Politiques Armés (PMPA), des représentations diplomatiques, de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, et des chefs d'agences onusiennes et de la Banque Mondiale.

En un geste symbolique, le Président et la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, Mme Carolyn McAskie, ont mis le feu à une centaine de fusils d'assaut utilisés durant le conflit. Le Président a également rencontré à cette occasion les 216 premiers anciens combattants à être démobilisés, tous volontaires issus des FAB et des PMPA ayant signé un accord avec le Gouvernement. Le Ministre de la Défense a, quant à lui, réaffirmé l'engagement des FAB dans le processus de démobilisation au Burundi.

Le Programme national de démobilisation, réinsertion et réintégration a pour principal objectif de démobiliser et de faciliter la réinsertion dans la vie civile d'environ 55.000 ex-combattants burundais au cours des cinq années à venir. En ce sens, le Programme constitue l'un des principaux mécanismes de la consolidation de la paix et d'appui à la réforme du secteur sécuritaire au Burundi. Il est également attendu que la réussite du Programme permette à l'Etat burundais de ré-affecter une partie plus importante des ressources nationales vers les secteurs sociaux-économiques. Environ 14.000 combattants seront démobilisés au cours de la première phase du Programme, avant les élections prévues pour le mois d'avril 2005.

Durant le processus de démobilisation, les ex-combattants passeront une moyenne de dix jours dans un des trois centres de démobilisation. Au cours de ce séjour, ils seront enregistrés, recevront une orientation en vue de leur retour à la vie civile ainsi que sur les questions de réconciliation et de droit de l'homme, passeront des examens médicaux, seront sensibilisés sur le problème du HIV/SIDA et pourront être testés s'ils le souhaitent avant d'être rendus à la vie civile. Suite à leur démobilisation, le Programme leur fournira une assistance à la réinsertion et à la réintégration. Un service de conseil et une allocation de substance, basée sur le grade de l'ex-combattant, lui seront fournis pour appuyer sa réinsertion. Le paiement minimum consiste en l'équivalent en francs burundais de 515 dollars américains qui lui seront versés en quatre tranches sur une période de 10 mois. En outre, le programme financera un nombre d'activités de réintégration dont la fourniture d'un appui aux micro-projets, de semences et d'outils, d'abris, de formation professionnelle et d'appui de travaux publics à haute intensité de main d'oeuvre. Cette assistance sera étroitement liée aux efforts de relance plus généraux au



Burundi. En outre, le programme offrira une assistance spécialisée à la réintégration sociale, médicale et économique des ex-combattantes, des ex-combattants invalides et des anciens enfants-soldats.

Le secrétariat Exécutif de la Commission nationale de démobilisation, réinsertion et réintégration (SE/CNDRR) du Gouvernement burundais est chargé de la gestion et de la coordination de la mise en œuvre du Programme. Le SE/CNDRR travaillera en étroite collaboration avec plusieurs partenaires clé. L'Opération des Nations Unies au Burundi (ON UB) sera responsable de désarmement et de la sécurité pendant les phases initiales du processus, et coordonnera les efforts en vue de l'intégration de l'armée et de la police, et de la réforme du secteur sécuritaire. Les équipes mixtes de liaison de la Commission mixte de cessez-le-feu observeront le désarmement et la vérification du statut des combattants. L'UNICEF et la structure nationale pour la démobilisation et la réintégration des enfants soldats assureront la mise en œuvre effective des activités liées au DDR des enfants-soldats. Le Programme Alimentaire Mondial fournira l'assistance alimentaire aux ex-combattants dans les centres de démobilisation. D'autres partenaires seront engagés pour assister à la mise en œuvre des activités de réintégration prévues.

Le Programme est financé par un don de 42 millions de dollars américains du Fonds fiduciaire multi-bailleurs du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP), par un don de 33 million de dollars américains de la Banque Mondiale, par une contrepartie du Gouvernement du Burundi et une contribution bilatérale complémentaire de six million de dollars américains du Gouvernement allemand.

Le Fonds fiduciaire du MDRP finance également d'un don de 3.5 millions de dollars américains le projet « Démobilisation, Réintégration et Prévention du Recrutement des enfants soldats au Burundi » géré par le Ministère des Réformes institutionnelles, des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement avec l'appui de l'UNICEF, en étroite coordination avec le SE/CNDRR.

Le MDRP est un partenariat régional administré par la Banque Mondiale dont l'objectif est d'appuyer la démobilisation et le retour à la vie civile des ex-combattants de la région élargie des Grands Lacs d'Afrique centrale. Les bailleurs de fonds contribuant au Fonds fiduciaire multi-pays du MDRP sont, par ordre alphabétique, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Commission Européenne, le Danemark, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume Uni et la Suède.

Pour toute information complémentaire sur le Programme National de DDR au Burundi, consulter:
http://www.mdrp.org/countries/mdrp_burundi.htm

Pour toute information complémentaire concernant le MDRP, consulter:
<http://www.mdrp.org/>

**Pour toute information complémentaire sur les opérations
de la Banque mondiale au Burundi, consulter:**
<http://web.worldbank.org/afr/bi>

